

Monsieur le Président, est-ce qu'on pourrait nous indiquer si le libre-échange a fait d'autre chose au Canada actuellement que de couper des jobs? Non, monsieur le Président, cela s'est traduit, jusqu'à ce jour, à des «coupages» de jobs.

Monsieur le Président, l'assurance-chômage. On peut en parler de l'assurance-chômage parce que le gouvernement vient de sabrer dans ce programme important, et surtout, après avoir passé le libre-échange où nous savons, monsieur le Président, qu'il n'y a aucun programme d'adaptation prévu par le gouvernement fédéral, aucun programme de recyclage prévu par le gouvernement fédéral. Et, aujourd'hui, on transfère le Programme d'assurance-chômage aux employeurs et aux employés.

Une coupure dans les dépenses gouvernementales de l'ordre de 2 milliards 900 millions de dollars, des dépenses additionnelles, pour les citoyens canadiens, monsieur le Président, pour les entreprises canadiennes, de l'ordre de 2 milliards 900 millions de dollars.

Si on parlait des pensions de vieillesse. On nous a rapporté la semaine dernière qu'il fallait couper les pensions de vieillesse aux personnes riches. Vous direz, monsieur le Président, que les pensions de vieillesse ça été un programme universel pour tous les Canadiens et toutes les Canadiennes, indépendamment de leur richesse ou de leur pauvreté. Et lorsqu'un gouvernement comme celui-ci commence à sabrer par le haut dans les programmes de pensions de vieillesse, on peut s'attendre, l'an prochain ou l'année suivante, qu'on réduira le taux d'imposition et, finalement, on retrouvera une pension de vieillesse qui remplacera le bien-être social dans les provinces, ou qui sera pour les gens au seuil de la pauvreté, simplement.

Monsieur le Président, on pourrait aussi toucher facilement à un programme au Québec pour lequel on s'attendait que le gouvernement allait respecter, soit celui des garderies pour les jeunes. Même le ministre de la Santé, au mois de juillet 1988, annonçait, quelques mois avant les élections, une somme d'un milliard de dollars, soit mille millions de plus pour les garderies, monsieur le Président. Et, dans le Budget, nous apprenons qu'il y a une coupure de 4 milliards de dollars. Est-ce ça un gouvernement conservateur? Est-ce ça un gouvernement progressiste? Est-ce ça un gouvernement qui aide la famille au Canada? Non, monsieur le Président, ce n'est pas cela!

Le premier ministre M. Bourassa était à quelques pas du parlement canadien, hier, dans la région de l'Outaouais, et plus particulièrement à Hull, et il décriait le fait que le gouvernement fédéral avait sabré, avait et allait obliger les provinces canadiennes, et entre autre le Québec, à suppléer pour l'éducation, parce que l'on sait que les provinces prendront une charge additionnelle à cause des coupures du gouvernement canadien.

Monsieur le Président, toutes ces coupures, et sans parler pour autant des augmentations de taxes. . . Et la dernière sortie par ce gouvernement, c'est la TVA, comme mon collègue de Papineau nous l'indiquait tantôt, la taxe de vente ajoutée, taxe de vente qui devait être négociée avec les provinces canadiennes et le gouverne-

ment du Canada. Le gouvernement conservateur s'était engagé, avant les élections, à ne pas imposer une taxe de vente additionnelle aux Canadiens et aux Canadiennes, à moins de s'être entendu avec les provinces canadiennes et pour éviter de prendre un nouveau champ fiscal qui est actuellement celui réservé aux provinces canadiennes.

Or, monsieur le Président, c'est une honte, une aberration de nous avoir présenté un Budget semblable aux Canadiens, et moi personnellement, je trouve très malheureux qu'un peu avant les élections fédérales que l'on ait berné la population, que l'on ait trahi la population canadienne en lui disant que tout allait bien alors que, aujourd'hui, on assiste à peu près au pire Budget que le Canada ait eu au cours de nombreuses décennies.

• (1640)

Monsieur le Président, comment pouvons-nous concurrencer le libre-échange avec les États-Unis, alors que notre taux d'intérêt ici, au Canada, est supérieur de 3 p. 100 au taux d'intérêt américain. Comment pouvons-nous prétendre, monsieur le Président, réduire éventuellement l'inflation? Comment pouvons-nous prétendre, quand c'est le gouvernement lui-même et le ministre des Finances qui contrôlent la Banque du Canada qui laissent augmenter les taux d'intérêt de cette façon-là? Comment pouvons-nous prétendre en l'honnêteté intellectuelle de ce gouvernement, monsieur le Président, quand cette année on avait un déficit de 29 milliards et que dans le Budget que l'on vient de nous présenter, on va avoir un déficit de 30,5 milliards? C'est cela de la bonne gestion? Quand le gouvernement a pris le pouvoir en 1984, monsieur le Président, il y avait une dette au Canada de 177 milliards et aujourd'hui, en 1989, on se retrouve avec une dette de plus de 330 milliards. C'est cela de la bonne gestion? On est après endetter les générations et les générations à venir dans ce pays et c'est cela que ce gouvernement conservateur fait d'une façon absolument aberrante, qui se traduit par le Budget qu'on a aujourd'hui.

Mais il y a encore un point plus important, monsieur le Président, qui touche plus particulièrement la région de la Capitale nationale et pour lequel je veux absolument tenter d'expliquer à cette Chambre la frustration que l'on vit, non seulement du côté de l'Outaouais québécois, mais aussi du côté de l'Outaouais ontarien, dans la région de la Capitale nationale, et de tous les Canadiens, partout au Canada, au sujet de l'adjudication des contrats par le gouvernement.

On sait, monsieur le Président, qu'il est absolument important pour un gouvernement de maintenir son intégrité, de maintenir sa transparence. La probité est la chose la plus sacrée que l'on doit retrouver chez un gouvernement et Dieu sait que le gouvernement actuel, au cours des quatre dernières années, il en a passé des «pas mûres» dans ce coin-ci.

Monsieur le Président, au niveau de Transports Canada, le gouvernement fédéral, au mois de décembre dernier, demandait des propositions. Vingt-et-une propositions ont été déposées au ministère des Travaux publics.